Les violences contre les femmes en Russie : des difficultés du chiffrage à la singularité de la prise en charge

Violence against Women in Russia: Problems of Statistics and Singularity of Public Response

Françoise Daucé et Amandine Regamey

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18388>

DOI : 10.4000/conflits.18388

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 25 juin 2012

Pagination : 163-185

ISBN : 978-2-296-99408-9

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Françoise Daucé et Amandine Regamey, « Les violences contre les femmes en Russie : des difficultés du chiffrage à la singularité de la prise en charge », *Cultures & Conflits* [En ligne], 85-86 | Printemps-Été 2012, mis en ligne le 25 juin 2013, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18388> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18388>

Les violences contre les femmes en Russie : des difficultés du chiffrage à la singularité de la prise en charge

Françoise DAUCÉ et Amandine REGAMEY

Françoise Daucé est maîtresse de conférence en civilisation russe à l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, rattachée au Centre d'Histoire Espaces et Cultures (CHEC/UBP) et au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC, EHESS/CNRS). Ses travaux portent sur les pratiques associatives dans la Russie post-soviétique. Elle a récemment publié "Activists in the Trap of Anti-Politics. An Exploration of the Powerlessness of Human Rights NGOs in Russia", Laboratorium, n°2, 2010.

Amandine Regamey est maîtresse de conférence de russe à l'Université Paris I et chercheuse rattachée au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC, EHESS/CNRS). Ses recherches portent sur la Russie et l'espace ex-soviétique et plus particulièrement sur les questions de violence, mais aussi sur les articulations entre représentations et politique. Elle a récemment publié « Le poids des imaginaires. Viols et légende des femmes snipers en Tchétchénie », in Branche R., Virgili F. (eds.), Les Viols en temps de guerre, Paris, Payot, 2011.

F. Daucé et A. Regamey sont membres du projet « Comprendre les violences en Russie » soutenu par la Mairie de Paris (<http://russiaviolence.hypotheses.org>) et membres du comité éditorial de la revue en ligne Power Institutions in Post-Soviet Societies (pipss.org).

Trois féministes, une Anglaise, une Française et une Russe, ont fait connaissance lors d'une conférence internationale. Un an après, elles échangent leurs souvenirs... « Moi, dit la Française, quand je suis rentrée, je lui ai dit : "chéri à partir d'aujourd'hui, c'est toi qui fais la lessive". Je ne l'ai pas vu pendant deux jours, le troisième il a rapporté un lave-linge ». « Pareil pour moi, renchérit l'Anglaise, quand je lui ai dit qu'il pouvait faire la cuisine tout seul, je ne l'ai pas vu pendant deux jours, et le troisième il est revenu avec un robot multifonctions ». « Quant à moi, intervient la Russe, je lui ai dit "chéri,

maintenant, c'est toi qui va faire la vaisselle". Je ne l'ai pas vu pendant deux jours. Le troisième jour, j'ai commencé à voir un peu de l'œil droit... »

Cette « histoire drôle » entendue à la fin des années 1990 ¹ nous semble intéressante à plusieurs égards. Tout d'abord parce qu'elle renvoie l'image d'une société russe particulièrement violente, qui s'intègre dans les représentations dominantes de la Russie mais sur laquelle il convient de s'interroger. Au-delà des clichés sur la violence des relations sociales en Russie, quelles sont les données qui permettent de confirmer ou non ce lieu commun et, éventuellement, d'y apporter des explications ² ? Cette plaisanterie met aussi en scène une Russie insérée dans le concert des organisations internationales, où des normes (le féminisme) semblent importées de l'extérieur en même temps que de nouvelles formes de militantisme (les activistes des droits des femmes) apparaissent. Quelles sont au concret les conséquences de cette ouverture internationale sur la prise en charge de la lutte contre la violence faite aux femmes en Russie après la disparition de l'URSS ?

À partir d'une enquête menée en 2010 à Moscou et à Saint-Petersbourg auprès de plusieurs associations de lutte contre les violences contre les femmes, de militantes féministes, de juristes et de responsables locaux pour la politique sociale ou l'accueil des femmes en détresse ³, nous proposons d'analyser ici l'évolution du rapport à cette violence dans la Russie contemporaine et les modalités de sa prise en charge publique.

Depuis le début des années 1990, la question de la violence contre les femmes s'est en effet imposée au niveau international comme un enjeu crucial des droits humains, avec, en particulier, la Déclaration de l'ONU sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes en 1993, la conférence de Pékin en 1995 et les recommandations régulières du Comité de l'ONU relatif à la discrimination contre les femmes (CEDAW). Les organisations internationales de défense des droits humains se sont saisies de cette question, et c'est à elles ainsi qu'aux agences spécialisées de l'ONU que l'on doit un certain nombre de rapports sur cette question en Russie, parallèlement aux premières publications d'associations russes ⁴. Dans le même temps, la question de la violence

1. Histoire recueillie par Amandine Regamey dans le cadre d'un travail de thèse sur le rire dans l'ex-URSS. La jeune femme russe d'une vingtaine d'années, interviewée lors d'un voyage en autobus en juin 1998 de l'Ukraine vers la France, utilisait cette histoire drôle pour démontrer que les Occidentales ne pouvaient comprendre les problèmes des Russes et que le féminisme avait peu d'avenir en Russie.

2. Cette interrogation est au cœur du programme collectif « Une "violence russe" ? : Expérience de guerre, trajectoires sociales et pratiques institutionnelles dans la Russie contemporaine » (<http://russiaviolence.hypotheses.org>), soutenu par le programme « Émergence » de la mairie de Paris qui a financé les recherches présentées ici.

3. Une partie des entretiens est accessible en ligne sur le site <http://russiaviolence.hypotheses.org>, rubrique « Women ».

4. Human Rights Watch, *Too Little, Too Late. State Response to Violence Against Women*,

contre les femmes n'est pas totalement importée en Russie. À l'époque soviétique « les "violences domestiques" (*wife battery*) ont reçu l'attention de la presse, mais elles étaient attribuées essentiellement à l'abus d'alcool et aux "survivances du passé". Elles n'étaient pas envisagées d'un point de vue structurel, comme relevant des rapports sociaux et de genre ⁵ ». En effet, l'URSS se targuait d'avoir réalisé l'égalité homme-femme en droit et dans le travail et d'être à la pointe de la lutte pour l'émancipation des femmes ⁶, symbolisée par la « journée internationale de la femme » le 8 mars. Théoriquement, les violences contre celles-ci ne pouvaient donc pas être attribuées à une domination masculine structurelle, mais étaient seulement le fait de « mauvais Soviétiques », s'adonnant à l'alcool ou perpétuant des traditions familiales datant d'avant la Révolution (polygamie en Asie centrale par exemple). Pratiquement, la répartition traditionnelle des rôles était loin d'avoir disparu dans toute l'URSS, les femmes portant le double fardeau du travail à l'extérieur et de l'entretien du foyer familial à l'intérieur. Quant aux violences entre partenaires, la police les considérait soit comme des violations de l'ordre public (« hooliganisme »), soit comme des « scandales familiaux » dans lesquels l'intervention des forces de l'ordre devait essentiellement mener à la réconciliation ⁷.

Depuis la disparition de l'URSS, la manière de formuler les problèmes et les modalités de réponse proposées tant par les acteurs sociaux que par les pouvoirs publics s'inspirent en grande partie de modèles occidentaux, développés en partie aux États-Unis. Cela pose cependant la question du transfert des normes et des modalités de leur insertion dans les politiques publiques élaborées en Russie. On verra ainsi selon quels modèles et quelles modalités la

1996 ; OMCT, *Violence against Women in Russia. A Report to the Committee on Economic, Social and Cultural Rights*, 2003 ; Amnesty International, *Russian Federation: Nowhere to Turn. Violence Against Woman in the Family*, 14 December 2005 (AI Index : EUR 46/056/2005) ; Moskovskaia Khelsinskaia Gruppya, *Diskriminatsia zhenshin v sovremennoi Rossii (La discrimination contre les femmes dans la Russie actuelle)* (S. Lukashevski, T. Lokshina, A. Novikova), Moscou, 2003 ; Tsentr ANNA, *Mezhdru molchaniem i krikom. Istoria, kultura, politika i domashnee nasilie (Entre silence et cri. Histoire, culture, politique et violence domestique)* (M. Pisklakova, A. Parker), Moscou, 2004 ; Tsentr ANNA, *Nasilie v otnoshenii zhenshin : opyt stran vostochnoi Evropy, Tsentralnoi Azii i Rossii. (La violence contre les femmes : expérience d'Europe de l'Est, de Russie et d'Asie Centrale)*, Moscou, Anna, 2008 (résultats d'une table ronde des ONG avec la Rapporteuse spéciale sur les violences contre les femmes Yakin Ertürk) ; Tsentr ANNA, *Territoria molchania. Prava zhenshin i problema nasilia v otnoshenii zhenshin v Rossii. Pod red. Mariny Pisklakovoy i Andreia Sinelnikova (Territoire du silence. Droits des femmes et problème de violence contre les femmes en Russie)*, sous la direction de Marina Pisklakova et Andreï Sinelnikov, Moscou, Centre ANNA, 2009.

5. Attwood L., "She Was Asking for It. Rape and Domestic Violence against Women" in Buckley M. (ed.), *Post-Soviet Women from the Baltic to Central Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 101 (toutes les traductions sont faites par nos soins, sauf si indiqué autrement).
6. Voir Buckley M., *Women and Ideology in the Soviet Union*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1989.
7. Johnson J.E., *Gender violence in Russia. The Politics of Feminist Intervention*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, p. 24.

question de la violence contre les femmes est abordée dans ce pays. Le terme de « violence faites aux femmes » évoque des phénomènes divers comme la violence domestique, la violence sexuelle ou la traite humaine. En nous concentrant ici sur les violences domestiques, on réfléchira sur les chiffres fournis (donnant l'image d'une situation particulièrement grave), sur les phénomènes qu'ils mesurent et sur les explications avancées par les acteurs. On verra ensuite comment les représentants des associations et de l'État ont pris en charge la question depuis le début des années 1990, en arguant qu'à une mobilisation des associations s'oppose la faiblesse de la réponse étatique. On soulignera enfin que, dans les années 2000, l'action des associations est affectée tant par le changement des modalités d'intervention internationales que par une modification du paradigme de l'action publique dans le pays.

Violences contre les femmes : les conditions de la connaissance

En 2010, « en Russie, une femme meurt toutes les 40 minutes sous les coups de son mari ou de son conjoint » alerte sur son site internet le centre ANNA, une des principales organisations de lutte contre les violences faites aux femmes, basée à Moscou ⁸. Exprimé dans une formule (« une femme meurt tous les ») qui s'est imposée internationalement comme un moyen d'alerter l'opinion ⁹, ce chiffre peut être mis en regard avec les données officielles selon lesquelles « en France, tous les deux jours et demi, une femme meurt sous les coups de son compagnon ¹⁰ ». Même si l'on considère la différence de population entre les deux pays (140 millions en Russie contre 65 millions en France), le décalage entre la France et la Russie est évident. La comparaison reste cependant compliquée en raison du flou et des inconsistances sur les mesures du phénomène. Quant aux causes, si l'on en croit les analyses développées par les acteurs russes, elles semblent différer assez peu des autres pays, même si la situation économique et sociale constitue un facteur aggravant et réduit les capacités des femmes victimes de violence d'y échapper.

8. Le Centre ANNA, basé à Moscou, est à la tête d'un réseau national contre la violence (*Nacionalnaia set protiv nasilia*) qui regroupe une centaine d'organisations gouvernementales et non gouvernementales en Russie et dans la CEI. Voir le site du Centre ANNA : <http://anna-center.ru>

9. Voir sur cette utilisation des chiffres les critiques de l'association Pénombre, et en particulier « Violence faite aux chiffres », *Lettre d'information de Pénombre*, 37, 2004, <http://www.penombre.org/37/04.htm> ou « Contre-Attaque », *Lettre d'information de Pénombre*, 42, 2006, <http://www.penombre.org/42/10.htm>. L'association française Pénombre se présente comme un espace de réflexions et d'échanges sur l'usage du nombre dans le débat public.

10. Chiffre donné en novembre 2010 par la ministre des Solidarités Roselyne Bachelot en lançant un troisième plan de lutte contre la violence faite aux femmes, cité par Nicolas Cesar, « Les femmes désormais mieux défendues contre les violences conjugales », 24/11/2010 http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/France/Les-femmes-desormais-mieux-defendues-contre-les-violences-conjugales-_NG_-2010-11-24-605309. Un certain nombre de chiffres sont compilés sur le site de SOS Femmes, http://www.sosfemmes.com/violences/violences_chiffres.htm ; les annonces, pour la France, oscillent depuis quelques années entre « une femme meurt tous les jours » et « tous les quatre jours »

Troubles de la mesure

« Les données des enquêtes sociologiques montrent que 70 % des femmes russes ont été confrontées à un moment ou à un autre à la violence sous l'une ou l'autre de ses formes » affirme en 2002 un rapport de l'UNIFEM, le Fonds de développement des Nations unies pour la femme. Ce chiffre est repris par un rapport d'Amnesty International de 2005 ¹¹, se basant sur une enquête menée par des chercheuses russes au début des années 2000 ¹². Selon un rapport de l'ONU sur l'égalité des genres, « les données d'une enquête de 1996 révèlent que 25 % des femmes mariées ont été exposées à la violence physique et jusqu'à 30 % des femmes divorcées ont été confrontées à la violence dans leur précédent mariage » ; selon une autre enquête citée par ce même rapport, « conduite en 2000-2002 dans sept régions de Russie, 41 % des femmes ont été battues au moins une fois par leur mari, et 3 % des femmes subissaient les coups de leur mari une fois par mois ou plus fréquemment ¹³ ». Il est néanmoins difficile de travailler avec ces chiffres. Certes, les enquêtes menées permettent de dégager des grandes tendances qui montrent les similarités entre la Russie et la France, par exemple (majorité des violences commises par des proches, y compris dans le milieu familial, sous-déclaration des cas, caractère cyclique des violences conjugales). Mais aucune des enquêtes menées en Russie depuis les années 1990 par des chercheurs, des ONG ou des agences de l'ONU ¹⁴ ne s'est imposée sur le plan national, et leur utilisation pose de nombreux problèmes méthodologiques. Comme dans le cas de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff) ¹⁵, commanditée par le Secrétariat d'État aux Droits des femmes, elles enregistrent avant tout des déclarations, c'est-à-dire « les points de vues des femmes au sujet de la violence qu'elles subissent ¹⁶ », produisant ainsi des données qui laissent une large part à leur propre subjectivité et ne peuvent être assimilées automatiquement à la réalité des faits de violence. À cela s'ajoute le problème des échantillons limités, de l'agrégation et de l'assimilation en un seul indicateur de types de

11. Amnesty International, *Russian Federation*, op.cit., p 21.

12. Voir Gorshkova I., Shurygina I., *Nasilie nad zhenami v sovremennikh rossiskikh semiakh (La violence contre les femmes dans les familles russes actuelles)*, Moscou, 2003.

13. UNDP, UNIFEM, UNFPA, UNESCO, UN, *Gender equality and extension of women rights in Russia in the context of the Millennium Development Goals*, 2005, p. 30.

14. Voir par exemple, classés par date de publication: Gondolf E., Shestakov D., "Spousal Homicide in Russia. Gender Inequality in a Multifactor Model", *Violence Against Women*, 3-5, 1997, pp. 533-546 ; Gorshkova I. D., Shurygina I. I., *Nasilie nad zhenami v sovremennikh*, op.cit. ; http://www.owl.ru/rights/no_violence/ (le résumé en anglais, "Violence Against Wives in Contemporary Russian Families: Basic results" est disponible sur http://www.observatorioviolencia.org/upload_images/File/D_Violence%20_Ira_Moscow_.pdf) ; Iliashenko A. N., "Violent crimes in the Home", *Russian Education and Society*, 46-11, 2004, pp. 57-70 ; UNFPA, *Nasilie v semie – nasilie v obshestve. Otchet o provedenii issledovaniia (Violence dans la famille, violence dans la société – Rapport de recherche* ; en russe), 2007 ; <http://www.unfpa.ru/ru/publications/russianpublics/104>.

15. Jaspard M. et l'équipe Enveff : « Nommer et compter les violences envers les femmes : une première enquête nationale en France », *Population et Sociétés*, 364, 2011.

16. Le Bras H., Iacub M., « *Homo Mulieri Lupus*. À propos d'une enquête sur les violences envers les femmes », *Les Temps modernes*, 623, 2003, p. 126.

violences différents et, souvent, de l'extrapolation autour des statistiques des centres de crise. Ces centres, qui offrent essentiellement une écoute, un soutien psychologique (par téléphone, lors de permanences et de groupes de parole) et parfois un soutien juridique, n'ont par définition connaissance que d'un nombre limité de cas de violence, lorsque les femmes font elles-mêmes la démarche de les contacter.

Pour compléter ces enquêtes de victimation, on pourrait être tenté de se tourner vers les statistiques policières et administratives. Cependant, celles-ci n'existent quasiment pas, non seulement parce que la police intervient avec réticence (*cf. infra*), mais aussi parce qu'il est impossible de repérer les violences domestiques parmi les chiffres dont on dispose. Il n'y a pas, en effet, d'article du code pénal visant précisément les violences commises par un proche. Les articles du code pénal sont généraux, à l'image des articles 112 (dommages infligés intentionnellement à la santé d'autrui), 115 (légers dommages infligés intentionnellement à la santé d'autrui), 116 (coups), 119 (menace de mort), mais aussi 105 (meurtre). Il est également possible de recourir à des articles du code administratif comme le « hooliganisme ¹⁷ » (art. 20) qui entraîne des peines moindres. Contrairement à la France, où depuis le nouveau code pénal de 1994, la peine encourue pour certaines infractions est aggravée lorsque celles-ci sont commises par le conjoint ou le concubin de la victime (ainsi que par le pacsé, l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien pacsé depuis 2006), le code pénal russe ne prend pas en compte la relation entre la victime et la personne violente. Il n'est ainsi pas possible de repérer, dans les affaires traitées par les tribunaux, celles qui relèvent plus particulièrement de la violence domestique, pas plus que celles-ci ne sont enregistrées par la police. Cette dernière enregistre certes le sexe de la victime, quel que soit le type de crime ou de délit commis – mais ses statistiques ne portent pas spécifiquement sur les violences conjugales ou domestiques.

Un chiffre revient pourtant en permanence, dans les publications que nous avons consultées comme dans les entretiens que nous avons menés, notamment avec les responsables du centre ANNA : celui des « 14 000 femmes [qui] meurent par an des violences domestiques. Ce sont les chiffres du Ministère de l'Intérieur ¹⁸ ». Si ce chiffre vient en effet d'un entretien accordé par un représentant du ministère de l'Intérieur en 2008 ¹⁹, c'est en réalité le chiffre qu'on retrouve déjà dans le rapport d'État au CEDAW ²⁰ cou-

17. Le « hooliganisme » qualifie en Russie les troubles à l'ordre public, le vandalisme, et peut aussi caractériser tout comportement qui enfreint les normes sociales en vigueur.

18. Entretien avec Larissa Ponarina, directrice adjointe, et Andreï Sinelnikov, directeur adjoint, Centre ANNA, Moscou, 25 mai 2010.

19. Interview du Lieutenant Général de Police M. Artamoshkin, publiée sur le site du Ministère de l'Intérieur, le 24/01/2008, cité par ANNA National Centre for the Prevention of Violence, with the support of FIDH, *Violence against women in the Russian Federation. Alternative Report to the United Nations Committee on the Elimination of Discrimination Against Women 46th session*, July 2010, voir http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/ngos/ANNANCPV_RussianFederation46.pdf

vrant la période 1994-1998, sans que l'on en connaisse la source exacte. Selon Amnesty International, « depuis lors, différentes autorités ont affirmé dans différents médias qu'entre 9 000 et 14 000 femmes par an avaient été tuées par leurs partenaires ou par des membres de leur famille proche ²¹ ». En 1997 déjà, dans son rapport *Too little too late*, l'organisation de défense des droits de l'Homme *Human Rights Watch* citait ce chiffre, l'attribuant à Ekaterina Lakhova, conseillère du président Boris Eltsine pour les questions liées aux femmes ²². Mais le chiffre circulait apparemment déjà auparavant, puisque Lynne Attwood écrit, en se basant sur les chiffres présentés à la conférence de Pékin ²³, qu'en 1993, 14 500 femmes ont été tuées par leur mari ou leur partenaire.

On a ainsi l'impression d'un aller-retour permanent entre ONG, État et chercheurs, chacun se référant à l'autre pour justifier de ce chiffre, sans que l'on ne sache pour autant comment ces données ont été obtenues. Le fait même que le chiffre ne varie pas en 20 ans montre surtout qu'il n'y a pas de véritable prise en compte de la question, à la différence de la France où le chiffre officiel des femmes victimes de violence est en augmentation année après année (le nombre de décès étant relativement stable), une augmentation qu'il faut lier à une plus forte dénonciation des violences non-mortelles et à une meilleure prise en compte du phénomène et non à une augmentation des cas de violence en général ²⁴.

Ce chiffre de 14 000 femmes mortes sous les coups de leurs conjoints par an est donc largement sujet à caution. Il est également difficile de s'appuyer sur des comparaisons comme celles selon lesquelles « une femme russe a cinq fois plus de risques d'être tuée par son mari ou son partenaire qu'une habitante d'Europe de l'Ouest ²⁵ » ou qu'une « femme est 2,5 fois plus susceptible d'être tuée par son partenaire en Russie qu'aux États-Unis, où cette probabilité est à son tour deux fois plus importante que dans les autres pays de l'Europe ²⁶ ». Ces chiffres élevés laissent cependant entendre qu'il faudrait chercher, dans la situation russe, un certain nombre de facteurs aggravants : c'est en ces termes, plus qu'en terme de « causes » des violences, que l'on tentera d'analyser le rôle de facteurs économiques, sociaux et culturels.

20. *Fifth Periodic Report of State Parties to the Committee on the Elimination of Discrimination against Women*, Russian Federation, 3 March 1999, CEDAW/C/USR/5.

21. Briefing Amnesty au CEDAW Russia, juillet 2010. Disponible sur le site du CEDAW : http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/ngos/AI_RussianFederation46.pdf.

22. Human Rights Watch, *op.cit.*

23. Attwood L., *op.cit.*, p. 99.

24. Voir le blog de Laurent Mucchielli, « La dénonciation croissante des violences conjugales et son impact sur l'évolution générale », 27 juillet 2011, <http://insecurite.blog.lemonde.fr/2011/07/27/la-denonciation-croissante-des-violences-conjugales-et-son-impact-sur-levolution-generale/>

25. Chernova N., « Semia s riskom dlja zhizni », *Novaia Gazeta*, 13 décembre 2010.

26. Gondolf E.W. et Shestakov D., "Spousal Homicide in Russia. Gender Inequality in a Multifactor Model", *Violence Against Women*, 3-5, 1997, pp. 533-546.

Causes structurelles et facteurs aggravants

Peu de recherches ont été menées en définitive sur les causes des violences contre les femmes. Les activistes dont nous reprenons ici les explications articulent leur pratique avec une grille de lecture reposant, à nouveau, sur des approches internationales dominantes. En émerge un tableau où les causes des violences ne sont pas structurellement différentes de ce qu'elles peuvent être dans les autres pays du monde. Ainsi, pour la rapporteure spéciale sur la violence contre les femmes, « la principale cause réside dans les normes et valeurs patriarcales ²⁷ » qui se sont renforcées depuis la fin de l'Union soviétique, le système patriarcal étant entendu dans cette perspective comme une domination masculine s'exerçant dans le domaine familial mais aussi professionnel ou politique. Les proverbes généralement cités à l'appui pour illustrer cet état d'esprit, comme « il me bat donc il m'aime » (*bët znachit liubit*) – ou « il ne faut pas jeter ses ordures à l'extérieur de l'isba » (*nelzia vynosit sor iz izby*) trouvent si facilement leur équivalent français (« qui aime bien châtie bien », « il faut laver son linge sale en famille ») qu'il est difficile de parler d'une spécificité russe. De même pour l'alcool : là où nous voyions un lien évident entre les modes de consommation d'alcool en Russie et l'importance de la violence domestique, cette hypothèse a été rejetée par toutes les personnes que nous avons rencontrées. Pourtant, le lien est très présent dans la presse lorsque les journalistes relatent des faits divers de violences domestiques, et le rôle de l'alcool, comme d'autres substances désinhibantes, est reconnu par les chercheurs travaillant sur les violences ²⁸. Sans doute nos interlocuteurs refusent-ils de se focaliser sur l'alcool (pour se démarquer d'une analyse remontant à la période soviétique, et qui perdure jusqu'à aujourd'hui, où l'abus d'alcool est présenté comme la seule cause des problèmes ²⁹). S'ils reconnaissent que l'alcool peut être un facteur aggravant, ils veulent surtout souligner les causes structurelles de la violence, le rôle des relations internes au couple et le fait qu'il n'y ait pas que les alcooliques qui soient des maris violents. Ils souhaitent aussi probablement rompre avec une analyse qui laisse reposer la responsabilité des problèmes sur la société (et les alcooliques) et qui dédouane ainsi les pouvoirs publics.

Restent néanmoins, dans la situation russe, des éléments spécifiques, tenant tout d'abord aux effets des changements économiques et sociaux des vingt dernières années. Alors que dans les années 1990, la « transition » éco-

27. OHCHR, *Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences*, Yakim Ertürk. Addendum. Mission to the Russian Federation, E/CN.4/2006/61/Add.2, 26 janvier 2006.

28. Mucchielli L., « Les homicides », in Mucchielli L., Robert P. (eds.), *Crime et sécurité. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002, pp.148-157.

29. Ainsi, dans le rapport d'état au CEDAW 2010 : « Comme le montre la pratique, la principale cause de ces manifestations de la violence réside dans l'ivrognerie habituelle et l'alcoolisme, le chômage (plus de la moitié des délinquants n'avaient pas de source régulière de revenu), les querelles d'argent et, en conséquence, la multiplication des conflits au sein de la famille. »

nomique s'est traduite par une paupérisation générale en Russie dont les conséquences perdurent au début des années 2000 ³⁰, les acteurs attribuent à cette évolution économique un double effet, parfois contradictoire, sur la violence contre les femmes. D'un côté, selon certaines analyses, « les femmes subissent une part disproportionnée des inconvénients de la transition, [qui] s'est traduite par une dégradation générale de la condition de la femme et a aggravé le risque de multiples formes de violence dans les sphères publique et privée. [...] De nombreux observateurs attribuent la violence contre les femmes aux conséquences socio-économiques de la transition, comme la perte de statut subie par les femmes, l'augmentation du chômage, l'alcoolisme et la toxicomanie parmi les hommes ainsi que l'exploitation sexuelle ³¹ ». Pour d'autres observateurs, « on ne peut pas dire que les problèmes économiques soient la cause des violences, mais cela pose des difficultés pour sortir des violences. Par exemple, les interruptions de carrière chez la femme qui l'empêchent de retrouver un emploi ³² ». Les femmes occupent en effet le plus souvent les emplois les plus mal payés dans le couple, et s'arrêtent de travailler afin d'éduquer leurs enfants – leurs carrières interrompues les rendant fortement dépendantes financièrement et incapables d'échapper au cycle de la violence conjugale.

Certains des acteurs rencontrés insistent sur les effets psychologiques de la crise économique et de la redéfinition des rapports hommes/femmes qu'elle a entraînée. Plusieurs de nos interlocuteurs ont ainsi souligné que lors de la crise du début des années 1990, les femmes « ont laissé leurs emplois pour faire des ménages » alors que « les hommes ne faisaient rien ³³ ». En définitive, « la violence a augmenté avec le chômage ³⁴ », car cette situation de déclassement des hommes entraîne des tensions, un état de frustration psychologique qui se traduit par des violences. Elle s'ajouterait par ailleurs à la diffusion d'un modèle social très contraignant de la famille idéale, qui en définitive enferme les hommes et les femmes dans des attentes, des normes de comportement qui ne sont pas évidentes à assurer tant pour un homme (faire vivre la famille dans un contexte économique difficile) que pour une femme (avoir la responsabi-

30. Entre 1991 et 2005, les salaires réels sont réduits de moitié, et la pauvreté touche non plus seulement les familles monoparentales, mais même les familles où les deux conjoints travaillent. La famille a été « fragilisée par l'essor du chômage ou par le cantonnement des mères dans les activités les moins bien payées. Elle l'a été aussi par le recul de la protection sociale qui bénéficiait aux plus démunis, mères seules ou familles nombreuses ». Festy P., Prokofieva L., « La pauvreté et l'évolution des structures familiales en Russie depuis 1990 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 37-2, 2006, p. 124.

31. OHCHR, *Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences*, Yakini Ertürk. Addendum. Mission to the Russian Federation, E/CN.4/2006/61/Add.2, 26 janvier 2006.

32. Entretien avec Larissa Ponarina, directrice adjointe du Centre ANNA, Moscou, 28 juin 2010.

33. Entretien avec des responsables du centre Nadezhda - Centre for Social, Juridical and Psychological Support for Women, Moscou, 29 juin 2010.

34. Entretien avec Larisa Valentinovna Korneva, directrice exécutive du centre Alexandra (*Sluzba social'no-ûridiceskoj pomosci postradavsim ot nasiliâ*), Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

lité première des enfants). La situation économique et sociale a certes évolué dans les années 2000, sans néanmoins remédier à ces problèmes, car si les revenus de la population ont globalement augmenté, le phénomène le plus marquant a été « la très forte croissance des inégalités ³⁵ ». Selon les associations, les femmes les plus riches ne sont en rien épargnées par la violence : plusieurs de nos interlocuteurs ont souligné le problème des femmes mariées à des hommes riches, se trouvant dans des « cages dorées » qu'elles ne peuvent quitter, face au chantage exercé par des maris puissants.

Les questions de logement sont également à souligner, non seulement parce que l'exiguïté des logements ou la cohabitation de plusieurs générations peuvent aggraver les difficultés au sein d'un couple, mais surtout parce qu'il est difficile d'acquérir un logement neuf ou parfois même de le louer. Les cas de femmes continuant à vivre avec leur conjoint ou partenaire violent, même après une décision de justice, sont mis en avant par tous les rapports d'organisations de défense des droits humains ³⁶. Ce problème, déjà sensible à l'époque soviétique, s'est aggravé dans les années 1990, et en 2002, 28 % des ménages étaient des familles complexes, c'est-à-dire des ménages où plus de deux générations cohabitaient sous le même toit ³⁷.

Enfin, pour certaines des activistes interrogées, il y aurait, dans la société russe, « une forme de tolérance (*smirenje*) de la société face à la violence ³⁸ ». Certes, des enquêtes ont montré que « la majorité absolue (plus de 90 %) des personnes interrogées condamnent le fait de battre sa femme, qualifiant ce phénomène de mal social ou de crime contre lequel le gouvernement doit lutter », mais « dans le même temps, près de la moitié (43 %) des personnes interrogées estime que si un homme a battu sa femme, c'est leur affaire privée et personne ne doit s'en mêler ³⁹ ». Alors que « la violence ne s'appréhende réellement que par les réprobations sociales qu'elle suscite ⁴⁰ », certains comportements violents seraient donc socialement acceptables – l'exemple le plus parlant à cet égard est sans doute celui de l'*Ombudsman* de Saint-Petersbourg qui, dans un entretien pour la journée de l'enfant en juin 2009, avait appelé les

35. Lefèvre C., « Inégalités, nouveaux modes de vie et politiques sociales », in Favarel-Garrigues G., Rousselet K. (eds.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 1990, pp. 295-307.

36. Voir par exemple Amnesty International, *Russian Federation: Nowhere to turn. Violence against woman in the family*, 14 December 2005 (AI Index : EUR 46/056/2005), ou, OHCHR, *Report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, Yakin Ertürk. Addendum. Mission to the Russian Federation*, E/CN.4/2006/61/Add.2, 26 Janvier 2006.

37. Festy P., Prokofieva L., « La pauvreté et l'évolution des structures familiales en Russie depuis 1990 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 37-2, 2006, p.116.

38. Entretien avec Larisa Valentinovna Korneva, Directrice exécutive du centre Alexandra, Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

39. Gorshkova I. D., Shurygina I. I., *Nasilie nad zhenami v sovremennykh rossiiskikh semiakh (La violence contre les femmes dans les familles russes contemporaines)*, Moscow State University Women Committee, 2003, p. 36 (http://www.owl.ru/rights/no_violence/).

40. Fougeyrolas-Schwebel D., « Représentations de la violence. Mesurer les violences envers les femmes », in Chauvaud F. (ed.), *La dynamique de la violence*, Rennes, PUR, 2010, p.38.

parents à acheter des ceintures souples pour battre leurs enfants, afin de ne pas causer de dommages internes ⁴¹. Cette idée d'un niveau de violence admissible influencerait en définitive non seulement sur les comportements, mais aussi sur la prise de conscience par les femmes de leur situation, dans la mesure où « les violences contre les femmes dans le couple [sont] d'autant moins perçues subjectivement qu'elles sont tolérées culturellement ⁴² ». De ce point de vue, la difficulté même de constituer les violences conjugales en un enjeu public serait, au même titre que les facteurs économiques, sociaux et culturels envisagés ci-dessus, un facteur aggravant. En effet, en dépit des campagnes menées par les activistes des droits des femmes, la réponse politique reste très éloignée des recommandations internationales en matière de lutte contre les violences domestiques.

Les limites de la réponse législative et publique

En dépit du flou et des incertitudes entourant la statistique relative aux violences contre les femmes, les années qui ont suivi la chute de l'URSS ont été marquées par la mobilisation d'acteurs sociaux défendant la cause féminine. Faute de consensus sur les déterminants sociaux et économiques des violences domestiques, c'est surtout la sphère législative qui a fait l'objet d'un investissement des associations de défense des droits des femmes. Leurs positions ont été influencées par les pratiques internationales en la matière. Elles ont notamment milité en faveur de l'adoption d'une loi spécifique pour protéger les femmes victimes de violences et ont réclamé le respect des standards internationaux. Face à ces demandes, les réponses des autorités publiques ont été parcellaires et limitées. Cette faiblesse de la réponse publique pose la question de la spécificité des modalités d'élaboration de la décision politique en Russie, dans un contexte marqué, d'abord, dans les années 1990, par un fort désengagement de l'État consécutif à la disparition de l'URSS, puis, au cours des années 2000, par un retour de l'État sur les questions sociales, et notamment celles liées à la démographie et à la natalité. Dans ce contexte politique en évolution, comment ont été reçues les revendications des associations d'aide aux femmes par l'administration russe ?

Les revendications des associations de défense des droits des femmes

Au début des années 1990, grâce à la libéralisation politique permise par le changement de régime, les organisations de défense des femmes se sont développées en Russie. Un premier Forum indépendant des femmes a eu lieu en 1991 et un second en 1992. Les militantes russes ont fondé les premières organisations de femmes contre la violence entre 1993 et 1995 à Moscou et à Saint-

41. http://www.rferl.org/Content/Russian_Ombudsman_Suggests_Beating_Children_With_Soft_Belt/1745168.html.

42. Léchenet A., Chalmette M., « Éléments pour conceptualiser les violences conjugales faites aux femmes », in Chauvaud F. (ed.), *op.cit.*, p. 45.

Pétersbourg. Si certaines se situaient dans la continuité des organisations de femmes soviétiques (*zhensovety* ⁴³), la plupart ont affirmé leur indépendance face au pouvoir et à l'ancien régime ⁴⁴. La plus connue d'entre elle, le centre ANNA, a commencé ses activités en 1993, et son existence a été légalisée en 1995. Simultanément, d'autres organisations, comme le centre « Syostry » (Les sœurs), plus spécialisé sur les questions de violences sexuelles, ont été fondées. Le Centre de crise de St Petersburg a été officiellement ouvert en 1994. En 1998, il existait une trentaine d'associations de « prévention et élimination de la violence contre les femmes » en Russie, entre 60 et 80 en 2001 et environ 200 en 2004 ⁴⁵.

Les années 1990 ont été caractérisées par l'institutionnalisation du modèle du centre de crise pour les femmes (*krizisnij centr*) ayant pour vocation d'accueillir et de conseiller les femmes victimes de violence. Dirigés par quelques militants professionnels, les centres de crise hébergent une permanence téléphonique animée par des volontaires qui reçoivent les appels, tentent de proposer des solutions aux victimes de violences et de leur redonner confiance. Dans un contexte d'effondrement de l'État socialiste, les centres ont peu de moyens pour agir concrètement ⁴⁶, mais leur réussite est liée à leur faible coût : il leur suffit d'un petit local, d'une ligne téléphonique et de quelques volontaires. Cette action concrète d'accueil des victimes de violence domestique est inspirée des expériences étrangères. Les associations les plus connues ont bénéficié du soutien de partenaires internationaux, œuvrant ainsi à l'importation en Russie de pratiques militantes jusqu'alors inconnues en URSS. Comme l'indique Sarah Henderson, dans les années 1990, les grands donateurs internationaux (*USAID, Ford foundation, McArthur foundation, Open society institute...*) ont soutenu les organisations de femmes et les droits des femmes en Russie, en faisant un secteur relativement bien financé par rapport à d'autres domaines associatifs ⁴⁷. Ces soutiens internationaux ont orienté la formulation des revendications associatives. Les militantes russes ont acquis progressivement les rudiments du lexique international en vigueur dans ce domaine. L'une des fondatrices du mouvement ANNA, qui ne parlait pas encore parfaitement anglais, affirme avoir traduit littéralement le terme « *domestic violence* » par « *domashnee nasilie* » : le terme n'existait pas alors en Russie où l'on parlait plutôt de « scandales familiaux ⁴⁸ ». Même si certains

43. Les conseils de femmes (*zhenskyye sovety ou zhensovety*) furent créés par Nikita Khrushchev après 1958 pour mobiliser les femmes soviétiques autour de problèmes concernant leur vie quotidienne. Browning G., "The Zhensovety Revisited", in Buckley M. (ed.), *Perestroika and Soviet Women*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

44. Hemment J., "Global Civil Society and the Local Costs of Belonging. Defining Violence against Women in Russia", in Wies J., Haldane H. (ed.), *Anthropology at the Front Lines of Gender-Based Violence*, Vanderbilt University Press, 2011, p. 171.

45. Johnson J., *Gender violence in Russia...*, *op.cit.*, p. 2.

46. *Ibid.*, p.52.

47. Henderson S., *Building Democracy in Contemporary Russia: Western Support for Grassroots Organizations*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2003.

48. Johnson J., *op.cit.*, p. 97.

militants se sont engagés par expérience personnelle, l'activisme contre la violence domestique en Russie a surtout été le fait de professionnels des questions sociales (travailleurs sociaux, psychologues, chercheurs...), qu'ils soient homme ou femme. Les plus actifs d'entre eux étaient liés à des instituts de recherche et à des universités et connaissaient bien la littérature occidentale sur le féminisme ⁴⁹. Cette compétence les a conduits à baser leur action sur des dispositifs rationnels et légaux, notamment sur l'utilisation des normes féministes internationales, plutôt que sur des considérations morales et personnelles. Cette dimension est explicite pour le Centre ANNA, fondé par le Centre moscovite pour les études de genre, une organisation qui affirme appartenir au mouvement féministe international ⁵⁰. Ses responsables recourent aux textes internationaux en vigueur pour défendre leur cause. Sur son site Internet, l'association ANNA fait référence tant à la Déclaration universelle des droits de l'homme qu'à la Constitution de la Fédération de Russie : le lexique des droits est dominant dans ses discours comme dans ceux des autres associations russes.

Les efforts des militants associatifs pour faire reconnaître leur cause n'ont pas été totalement vains ⁵¹. Plusieurs campagnes d'information financées par des partenaires internationaux ont eu lieu en Russie, et les journalistes semblent aujourd'hui plus familiarisés avec les questions de violence domestique. Des sondages financés par UNIFEM montrent une prise de conscience de la population sur la violence domestique comme problème national. Selon Janet Johnson, les revendications soutenues par des financements internationaux ont également porté leurs fruits auprès des ministères sociaux (*soft ministries*). Le premier signe a été, en 1998, la conférence russo-américaine sur la violence domestique (« violence dans la famille » en russe) organisée avec le Ministère du travail et du développement social. Elle a regroupé des responsables officiels fédéraux et régionaux (de 32 régions), des responsables des centres de crise pour les femmes et des féministes américaines. La résolution finale de la conférence appelait à l'élaboration d'une nouvelle législation, à un partenariat avec les ONG et à une campagne gouvernementale sur les violences domestiques ⁵². Deux plans d'action, prévoyant notamment l'ouverture de centres financés par l'État ont été élaborés par le ministère du travail et de l'action sociale (en 1996 et 2005). Des réformes ont aussi eu lieu au niveau local. Les républiques de Tchouvachie et de Mordovie ont modifié leurs codes adminis-

49. Hemment J., *op.cit.*, p. 171.

50. Johnson J., *op.cit.*, p. 98.

51. Les militants des centres de crise ont contribué à l'émergence du problème des violences domestiques dans le débat public en Russie dans les années 1990. Cependant, dans un contexte de faiblesse du Parlement et des partis politiques, leur action a été peu relayée par le système partisan. Pour envisager les proximités et les différences avec la dimension politique des pratiques féministes dans le reste de l'Europe, voir Jenson J., Lépinard E. (eds.), « Le genre à la frontière entre *policy* et *politics* », *Revue française de science politique*, 59-2, 2009, pp. 173-366.

52. Johnson J., *op.cit.*, p. 107.

tratifs pour pallier les faiblesses de la loi pénale russe. Ils ont introduit des articles sur le *bytovoe deboshirstvo* (tapage domestique). La région d'Arkhangelsk a élargi ses services sociaux aux personnes souffrant de violences dans leur famille ⁵³. Dans l'ensemble, cependant, ces mesures restent limitées et semblent de nature « cosmétique ». En dépit de l'action des associations, la politique publique de lutte contre les violences faites aux femmes reste embryonnaire en Russie, faute d'adoption de textes de lois contraignants pour les pouvoirs publics.

La faiblesse des mesures étatiques de prévention, protection et répression

Si les associations ont bénéficié de soutiens internationaux et ont pu faire connaître leurs positions dans les médias, le résultat de leur action de lobbying auprès des pouvoirs publics a été beaucoup plus limité. Dans *Violence Against Women, a Cross-National Comparison* ⁵⁴, S. Laurel Weldon définit sept critères qui permettent d'évaluer la manière dont les politiques publiques répondent aux questions de violence contre les femmes : l'existence d'une législation sur les violences domestiques, l'existence d'une législation sur les violences sexuelles, la présence de foyers d'accueil pour les femmes battues et leur financement, l'existence de foyers pour femmes victimes de violence sexuelles, l'existence de programmes de formations et de sensibilisation pour les professionnels confrontés à ces questions (police, juges, travailleurs sociaux), des programmes de sensibilisation du public financées par l'État, et enfin une agence de coordination des politiques publiques visant les violences contre les femmes. Très peu de ces conditions sont remplies par la Russie. Aucune loi sur les violences contre les femmes n'a été adoptée, en dépit des tentatives menées dans les années 1990 et des incitations des organisations internationales ⁵⁵. Dès 1994, la fraction Femmes de Russie ⁵⁶ a déposé une proposition de loi à la Douma (chambre basse du Parlement) sur les violences domestiques. Les militantes ont trouvé des alliés au sein de la Commission pour les femmes, la famille et la démographie auprès du Président créée en 1993 par Ekaterina Lakhova. Mais cette proposition de loi a été modifiée à plusieurs reprises. Dans sa dernière version, la violence dans la famille était présentée comme un problème psychologique et médical requérant un traitement des victimes et du coupable. Cette loi n'a jamais été adoptée. Le président de la Douma a réaffirmé qu'il ne fallait pas s'immiscer dans les familles ⁵⁷. Dans le même esprit,

53. *Ibid.*, p.109.

54. Weldon S.L., *Protest, Policy and the Problem of Violence against Women: a Cross-National Comparison*, Pittsburgh, University of Pittsburgh press, 2002, p. 33.

55. Malgré des réticences semblables dans les milieux politiques, le Kirghizstan a adopté une loi sur les violences contre les femmes en 2003. On peut sans doute y lire la différence de position de ces deux pays sur la scène internationale, le Kirghizstan, en situation de dépendance, étant obligé de se plier aux injonctions des organisations internationales que la Russie, qui dispose de beaucoup plus de ressources, peut se permettre d'ignorer.

56. De 1993 à 1995, le bloc "Femmes de Russie", qui rassemblait un ensemble d'organisations féministes d'obédience centriste, a disposé d'un groupe parlementaire à la Douma.

57. Johnson J., *op.cit.*, p. 106.

« dans une lettre à la section britannique d'Amnesty International, le ministre russe des affaires étrangères a écrit en 2003 que le Parlement russe, la Douma, ainsi qu'une grande partie de la population considéreraient la loi sur les violences dans la famille comme une interférence avec les affaires familiales privées ⁵⁸ ». C'est en effet un des paradoxes de la « transition démocratique » que l'appel au respect de la sphère privée contre l'intrusion de l'État soviétique dans les affaires familiales soit maintenant mobilisé pour justifier l'inaction de l'État. Il est d'ailleurs frappant que les défenseurs des droits des femmes parlent avec une certaine nostalgie du système soviétique et des protections qu'il offrait aux femmes victimes de violence (recours aux comités du parti, aux tribunaux de camarades, aux comités d'immeubles), et en particulier de la possibilité d'envoyer les hommes en *LTP* ⁵⁹, des centres fermés de rééducation destinés à soigner les alcooliques par le travail ⁶⁰.

Ces mêmes associations notent d'ailleurs que la situation s'est encore plus dégradée dans les années 2000 : en 2004, la Commission pour les questions de situation des femmes dans la Fédération de Russie, sous la direction du vice-président du gouvernement a été supprimée ; la commission inter-administrative pour les problèmes de violence domestique, de violence sexuelle et de traite humaine a cessé son activité en 2005 ⁶¹. Qui plus est, « le ministère du travail a été fusionné avec le ministère de la santé, les ressources sont moindres, et il n'y a qu'une seule personne dans ce ministère qui s'occupe de la violence contre les femmes, au sein du département des Problèmes médicaux-sociaux de la maternité et de l'enfance ⁶² ». Ces changements institutionnels diminuent donc d'autant la capacité des organisations de droits des femmes à se faire entendre. Quant aux foyers d'accueil, leur nombre est largement insuffisant et leur fonctionnement extrêmement bureaucratique n'en fait pas de véritables refuges d'urgence. Selon les chiffres officiels, il existe vingt deux « hôtels sociaux » pour des femmes avec enfants dans toute la Russie, mais Amnesty International n'en dénombre que huit. À Moscou, le centre d'accueil Nadezhda est conçu pour trente cinq personnes, pour une ville de douze millions d'habitants. De plus, il n'accepte que les femmes habitant officiellement

58. Amnesty International, *Russian Federation...*, *op.cit.*

59. Les *lechebno-trudovoi profilaktorii* (centres de prophylaxie et de soin par le travail) ont été abolis en Russie en 1994, mais ils existent encore en Biélorussie où ils sont dénoncés par les organisations de défense des droits de l'Homme comme une forme de travail forcé. On voit là d'ailleurs une des tensions entre les organisations de défense des droits des femmes et les organisations des droits de l'Homme : ces dernières sont peu sensibles à la question des violences contre les femmes et surtout extrêmement méfiantes face à toute loi qui, au nom des victimes, donnerait à l'État plus de pouvoir pour s'insérer dans la sphère intime ou familiale.

60. Entretien avec Larissa Ponarina, directrice adjointe et Andreï Sinelnikov, directeur adjoint, Centre ANNA, Moscou, 25 mai 2010. Pour eux, ce système « jouait en faveur des femmes », car « cela leur faisait des vacances », et si le système soviétique « n'était pas l'idéal », il faut reconnaître que « quelque chose se faisait, même s'il y avait des excès ».

61. *Nasilie v otnoshenii zhenshin. Opyt stran Vostochnoi Evropy, Centralnoi Azii i Rossii (La violence à l'égard des femmes. L'expérience des pays d'Europe de l'Est, d'Asie centrale et de Russie)*, Moscou, 2008, p. 68.

62. Entretien avec Larissa Ponarina, directrice adjointe du Centre ANNA, Moscou, 28 juin 2010.

dans la ville sous réserve qu'elles ne soient ni séropositives, ni toxicomanes, ni alcooliques.

Face à cette insuffisante prise en charge par l'État, des associations tentent de mener un travail de sensibilisation des policiers, tout en continuant à déplorer la réponse policière à cette question : absence d'enregistrement des plaintes, faiblesse des interventions ⁶³. Cette inadéquation de la pratique policière est liée tout d'abord au cadre législatif : il n'existe pas, en Russie, d'ordonnances de protection (*zashitny order*) qui permettent de protéger les conjoints en interdisant à une personne violente de s'approcher de leur logement. Mais elle tient aussi, selon les associations, à l'attitude générale de la police, qui rechigne à ouvrir des enquêtes ou le fait pour accusation de « hooliganisme », une infraction administrative, et non selon des articles du code pénal. Selon Ilia Berdyshev, psychologue pour enfant à Saint-Petersbourg, « quand une femme appelle la police car son mari la frappe, il y a trois solutions : soit la police refuse de s'y rendre ; soit la police vient et emmène l'homme pour une heure, puis le libère ; soit la police emmène l'homme et lui fait comprendre qu'elle n'a pas envie d'être dérangée pour ça, et du coup l'homme, en rentrant, est encore plus remonté contre sa femme ». Le ministère de l'Intérieur a d'ailleurs affiché sur son site ⁶⁴ une page qui répond à la question « Que faire si vous êtes victime de violence conjugale ? » : si le texte conseille aux victimes « en cas de danger pour leur vie ou leur santé » d'appeler la police, il donne surtout une longue liste de suggestions « si la situation critique n'exige pas d'intervention de la police et qu'il y a une perspective de résolution en vue ». Les conseils pratiques donnés dans ce cas (prévenir son entourage et ses voisins pour qu'ils appellent la police en cas de bruit, cacher le nécessaire pour prendre la fuite rapidement, noter les numéros de téléphone de la police) sont intéressants en ce qu'ils reposent uniquement sur les relations personnelles de la possible victime, et ne renvoient à aucun moment à des services sociaux, des médecins, des foyers d'accueil ou des travailleurs sociaux. Cette dernière catégorie commence d'ailleurs juste à exister en Russie, et les associations sont sceptiques face à leur capacité ⁶⁵. Elles dénoncent également les médecins qui souvent ne jouent pas le rôle d'alerte attendu d'eux : « en théorie, le médecin doit informer la police, qui doit envoyer un enquêteur... cela ne se fait pas, ou avec retard, la police le reconnaît elle-même ⁶⁶ » ; « les médecins ont leur propre algorithme. Ils ne veulent pas voir les bleus des femmes qui viennent les voir ⁶⁷ ».

63. Les carences de la police face aux problèmes de violence domestique s'inscrivent dans le cadre plus large des dysfonctionnements de l'institution policière en Russie. Cf. notamment sur ce point Favarel-Garrigues G., « Délinquance et police à l'épreuve du changement », in Favarel-Garrigues G., Rousselet K. (eds.), *op.cit.*, pp. 309-312.

64. <http://mvd.ru>

65. « Nous avons des spécialistes qui sont bien formés. Ce n'est pas comme les travailleurs sociaux qui ne sont pas spécialisés, qui ne connaissent pas les violences sexuelles et qui ferment les yeux. Ils ne savent pas comment travailler dans ce domaine ». Entretien avec Larisa Valentinovna Korneva, directrice exécutive du centre Alexandra, Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

À l'absence de prévention et de protection vient s'ajouter l'impunité. Très peu d'affaires de violence domestique sont portées devant la justice, non seulement en raison d'une faible déclaration de ces violences et de la faible réactivité de la police, mais aussi parce que le plus souvent il suffit que la victime retire sa plainte pour que l'affaire soit classée. Surtout, les articles permettant de poursuivre les cas de violence domestique relèvent pour la plupart, selon le code de procédure pénale, d'une accusation privée (*častnoe obvinenie*) et non pas d'une accusation d'État (*gosudarstvennoe obvinenie*). Ce n'est donc pas la procureure, le ministère public, qui attaque la personne violente, mais la victime elle-même qui doit mener une enquête et apporter des faits contre la personne violente ⁶⁸. Ces dispositions légales insuffisantes expliquent le faible taux d'affaires traitées et montrent aussi que « la violence domestique n'est pas considérée comme un crime contre la société mais comme une affaire privée des membres de la famille ⁶⁹ ».

Les tentations de la politique familialiste

Si les revendications légales et administratives réclamées par les associations d'aide aux femmes n'ont pas été satisfaites, cela ne signifie pas que l'État russe soit totalement inactif sur cette question de société. De manière générale, plusieurs réformes importantes de protection sociale ont lieu dans les années 2000, en particulier, depuis 2007, avec la mise en place d'une politique familiale nataliste. « Les questions sociales ne sont plus considérées dans les recherches et discours officiels comme des conséquences secondaires » note Cécile Lefèvre ⁷⁰. Les évolutions observées durant les années 2000 montrent que le pouvoir politique russe et l'administration reconnaissent le problème des violences domestiques mais choisissent d'y apporter des réponses autres que celles proposées par les associations. Les représentants des services sociaux que nous avons pu interroger défendent en effet une politique familialiste destinée à répondre aux violences domestiques par la prophylaxie sociale et la promotion des valeurs familiales. Plus qu'en termes de droit, cette politique est fondée en termes de morale et de protection de la famille. La violence faite aux femmes est alors interprétée comme une violence faite aux mères et est traitée en ce sens. Cette orientation familialiste va à l'encontre des revendi-

66. Entretien avec Ilia Semynovitch Berdyshev, psychologue pour enfants, Saint-Petersbourg, 30 juin 2010 (au sein du Centre de lutte contre les discriminations de Memorial).

67. Entretien avec Larisa Valentinovna Korneva, directrice exécutive du centre Alexandra, Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

68. La réforme du code de procédure pénale introduite en 2002 a également prévu que ces affaires soient jugées par des juges de paix (*mirovye sudi*), tribunaux qui s'occupent des affaires considérées comme les moins graves (jusqu'à 3 ans de prison maximum).

69. *Nasilie v otnošení žensin. Opyt stran Vostočnoj Evropy, Central'noj Azii i Rossii*, Moscou, 2008. p. 76.

70. La réforme de la politique familiale a notamment été caractérisée par l'introduction du « capital maternel » (*materinskij kapital*) accordé aux femmes accouchant d'un deuxième enfant. Voir Lefèvre C., « Inégalités, nouveaux modes de vie et politiques sociales », in, Favarel-Garrigues G., Rousselet K. (eds.). *op.cit.*, pp. 295-307.

cations legalistes des associations d'aide aux femmes ⁷¹ qui, aujourd'hui, traversent une période difficile caractérisée par leur marginalisation institutionnelle et financière.

Le recul de l'approche legaliste

Si les actions des associations ont trouvé une résonance partielle en Russie dans les années 1990, leur audience semble considérablement affaiblie depuis le début des années 2000. Cet affaiblissement est le résultat, entre autres, d'un retrait progressif de leurs soutiens occidentaux ⁷². À partir de 2000, les donateurs internationaux ont diminué leurs aides aux centres russes. Ce déclin s'explique à la fois par le redressement de l'économie russe permettant à l'État d'investir à nouveau dans le domaine social et par la réorientation des priorités des organisations internationales, délaissant la Russie après les événements du 11 septembre 2001 pour se consacrer à d'autres régions du monde considérées comme prioritaires. En 2002, par exemple, USAID a cessé de financer les centres pour les femmes. Ce retrait a été d'autant plus douloureux que l'afflux de subventions et de financements dans les années 1990 a profondément modifié l'organisation du milieu des défenseurs des droits des femmes. Comme l'écrit Julie Hemment, « le développement des ONG a démobilisé les mouvements sociaux ⁷³ ». L'impression qui se dégage des entretiens est que les associations indépendantes, très actives dans les années 1990, sont en crise dans les années 2000. Les responsables associatives évoquent des actions mises en place pour quelques années puis qui s'arrêtent brusquement, faute de financement. Ainsi, comme l'indique Natalia Khodyreva, à Saint-Petersbourg « notre organisation a ouvert en 2000 un centre d'accueil pour les femmes victimes de trafics. On a loué différents appartements. On a eu un projet sur la violence domestique en 2007 mais le projet est fini. [...] L'année 2008 a été très difficile. On n'avait plus de ressources. On a essayé de survivre avec nos ressources personnelles. Notre local, nous le louons à la ville. C'est assez lourd. Les projets de financement ne prévoient en général rien pour les infrastructures. Ils financent seulement les séminaires ⁷⁴ ». Ce cas n'est pas isolé, bien au contraire. Les associations indépendantes que nous avons visitées à Moscou traversaient les mêmes difficultés matérielles.

Au-delà de ce déclin des soutiens internationaux, les associations semblent pâtir aussi d'un rejet de l'approche legaliste qu'elles proposaient. Le modèle de la défense des droits semble considérablement affaibli en Russie

71. Elle va aussi à l'encontre des évolutions généralement observées dans les sociétés développées. Sur ce point, voir Lenoir R., « L'effondrement des bases sociales du familialisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 57-58, 1985, pp. 69-88.

72. McIntosh Sundstrom L., *Foreign Funding: Foreign Assistance and NGO Development in Russia*, Stanford, Stanford University Press, 2006.

73. Hemment J., *op.cit.*, p. 170.

74. Entretien avec Natalia Khodyreva, *INGO. Krizisni tsentr dlia zhenshin*, Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

aujourd'hui, que ce soit dans l'opinion publique ou dans l'action du pouvoir administratif. Pour Vikki Turbine, la revendication de « droits » pour les femmes se heurte, dès les années 1990, à la priorité donnée aux questions de survivance économique, mais aussi au sentiment que les discriminations sont inévitables et que la défense des droits ne peut passer que par un processus judiciaire long, coûteux et inefficace (à l'exclusion de toute action collective)⁷⁵. D'après des *focus groups* organisés à Saint-Petersbourg auprès de femmes, à la question « que faire en cas de harcèlement sexuel au travail ? », la plupart des participantes répondent qu'il faut faire avec et qu'une action publique ou en justice est improductive. « L'inefficacité du recours légal semblant ancrée dans les esprits⁷⁶ ». Même si cette étude concerne le harcèlement au travail et non les violences domestiques, il montre l'état d'esprit qui prévaut dans la population. La justice n'est pas considérée comme un recours et les associations et les centres d'accueil, vus comme des institutions publiques, sont toujours contactés en dernier lieu, quand les femmes victimes de violence ont « tout essayé ». « Les gens s'adressent à nous en dernier. Ils cherchent d'abord à loger chez des amis, dans la famille. C'est lorsque la situation ne peut plus durer qu'ils s'adressent à nous » reconnaît Natalia Khodyreva⁷⁷. Ce constat n'est pas propre aux femmes victimes de violence. Les enquêtes menées en Russie montrent l'importance des stratégies informelles et personnelles dans la gestion des problèmes sociaux et la méfiance face aux relations formalisées avec l'État et son administration⁷⁸.

Le souci de la famille

Du côté officiel, la lutte contre la violence faite aux femmes s'articule avec un souci de la famille d'autant plus grand que le pouvoir s'inquiète du déclin démographique du pays. En 2006, le président V. Poutine tire la sonnette d'alarme sur l'accroissement naturel négatif, et une série de mesures visant à favoriser la natalité est mise en place (prime à la naissance du second enfant, campagnes de publicité pour les familles nombreuses, etc). C'est ainsi une approche familialiste de la violence domestique qui s'impose, approche que l'on observe également dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale⁷⁹. Elle se caractérise par la mise en place de programmes centrés sur le soutien

75. Turbine V., "Russian Women's Perceptions of Human Rights and Rights-based Approaches in Everyday Life", in Kay R. (ed.), *Gender, Equality and Difference During and After State Socialism*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, pp. 167-186.

76. Buckley M., "The Politics Surrounding Gender Issues and Domestic Violence in Russia: What Is to Be Done, By Whom and How?", *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 26-3, 2010, p. 438.

77. Entretien avec Natalia Khodyreva, INGO-Centre de crises pour femmes, Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

78. Sur l'importance des relations informelles et des sociabilités qui y sont liées en Russie, voir notamment : Désert M., « Le débat russe sur l'informel », *Questions de recherche*, 17, 2006.

79. Tocheva D., « Les ONG et les nouveaux modes de politique familiale », *Informations sociales* 4, 124, 2005, pp. 118-125 ; www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-4-page-118.htm.

aux familles avec l'objectif de maintenir les membres de la famille ensemble, en particulier le groupe domestique formé par les enfants et leur(s) parent(s), tout en soignant les « anomalies repérées ⁸⁰ ». C'est ainsi le discours de la prophylaxie sociale qui s'impose du côté des services sociaux de l'administration. Cette approche transparait dans les propos de la responsable des services sociaux de la ville de Saint-Petersbourg : « Il y a quelques années, on s'intéressait moins aux problèmes de genre (*gendernie aspekty*). Aujourd'hui, on s'intéresse à l'égalité dans les relations de genre, mais on sait que les femmes sont aussi des mères, et on y accorde beaucoup d'attention ⁸¹ ». Cette définition puise dans une tradition soviétique, où la législation était majoritairement centrée sur la relation mère-enfant, réservant les congés mais aussi les allocations aux seules mères de familles ⁸².

La prise en charge des femmes en situation de détresse est ainsi généralement conçue par les services sociaux comme une prise en charge des mères. Il est en effet communément admis que les femmes ayant des enfants doivent être protégées en priorité. Ainsi, le centre Nadezhda, créé avec le soutien du gouvernement de Moscou pour accueillir les femmes en situation de violence, a été créé « pour ne pas séparer la mère et l'enfant car auparavant l'enfant était dans un orphelinat tout seul ⁸³ ». La femme étant d'abord considérée comme une mère, ses droits sont subordonnés aux intérêts de sa famille et de ses enfants. Le placement en centre d'accueil, le dépôt d'une plainte, l'accompagnement au tribunal n'interviennent qu'en dernier recours, lorsque toutes les tentatives de préservation de la famille ont été épuisées.

Dans l'esprit des responsables administratifs, leur mission consiste à diffuser des normes de comportement, basées sur la protection de la famille, le fait d'être mère. « On fait de la propagande pour un mode de vie sain, sans alcool, sans tabac et sans drogue parce que c'est trois facteurs de risque. [...] On organise aussi les loisirs. On occupe les familles pour y limiter les scandales. Les fêtes familiales sont importantes et gratuites. Le 15 mai, c'est la journée de la famille. On organise des concerts mais aussi des activités plus interactives, des *master class* : les familles font ensemble du dessin, de la sculpture, du basket. Ça rassemble la famille, donc il y a moins de divorce. [...] Le 8 juillet est une journée fêtée depuis trois ans. C'est le jour de la famille, de l'amour et de la fidélité. Cette fête a été instituée par un oukase du président. On décore les bonnes familles, les familles nombreuses où les enfants sont

80. *Ibid.*

81. Tarita Liubov Grigorevna, responsable de la Direction de la protection sociale de la maternité et de l'enfant, de la politique sociale et démographique du Comité pour la politique sociale de Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

82. Kay R., "In our Society it's as if the Man is Just some Kind of Stud": Men's Experiences of Fatherhood and Father Rights in Contemporary Russia", in Kay R. (ed.), *Gender, equality...*, *op.cit.*, pp. 125-146.

83. Entretien avec des responsables du centre Nadezhda - Centre for Social, Juridical and Psychological Support for Women, Moscou, 29 juin 2010.

bien élevés. C'est un investissement sur l'avenir. Chaque famille choisie est décorée par le Président au Kremlin [...]. Ils sont décorés de l'ordre de la gloire parentale ⁸⁴ » explique la responsable de la politique sociale de la ville de Saint-Petersbourg. La journée du 8 juillet (sans doute choisie en réponse au 8 mars, toujours fêté en Russie comme la journée de la femme) a été instituée à l'initiative de Svetlana Medvedeva, l'épouse du Président Medvedev, très engagée au côté de l'Église orthodoxe russe pour l'interdiction de l'avortement. En 2011, à l'occasion du 8 juillet, plusieurs ZAGS (services de l'État-civil) ont proposé de supprimer l'enregistrement des divorces par leurs services ce jour là « pour que les familles aient un jour de plus pour réfléchir ⁸⁵ ». Ces propositions ne constituent qu'un élément supplémentaire dans les dispositifs publics de valorisation de la famille. Si elles peuvent sembler anecdotiques, ces politiques ont des conséquences sur les pratiques en société. Pour le psychologue de l'association Alexandra de Saint-Petersbourg, la pratique montre que « les femmes se jettent sur le premier venu. Il faut atteindre le modèle idéal de la famille avec n'importe qui. C'est l'instinct du comportement social qui joue. Il n'y a pas de discussion au sein du couple et on tape en cas de conflit. Puis il y a un cycle de violence et de pardon ⁸⁶ ». Le modèle familial n'est pourtant jamais envisagé publiquement dans ses dimensions négatives.

Dans le cadre de sa politique de prévention des violences domestiques, l'administration russe travaille en collaboration avec des associations qui lui sont proches. L'État limite ses coopérations avec les associations indépendantes mais il crée et/ou soutient d'autres associations (comme l'association pro-gouvernementale de défense des droits des victimes, *Soprotivlenie*). Ces dernières, généralement financées par les instances municipales ou des fondations russes ⁸⁷, mettent en œuvre la politique familialiste souhaitée par l'administration tout en s'appropriant les pratiques élaborées par les associations de lutte contre les violences domestiques depuis le début des années 1990. La dynamique associative des vingt dernières années donne l'impression que, dans les années 1990, les associations indépendantes ont expérimenté des pratiques inspirées des modèles occidentaux que se sont appropriées les associations aujourd'hui proches de l'État. Ces dernières reprennent le même vocabulaire et les mêmes modes d'intervention (permanences téléphoniques, centre de crise, consultations juridiques et psychologiques,...), mais au service d'une action en terme de maternité, de famille et de prophylaxie de la déviance

84. Tarita Liubov Grigorevna, responsable de la Direction de la protection sociale de la maternité et de l'enfant, de la politique sociale et démographique du Comité pour la politique sociale de Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

85. RIA Novosti, « Divorce-prone Russia marks Family Day », Moscou, 8 juillet 2011. Cité par la *Johnson's Russia List*, 121, 2011, 8 Juin 2011.

86. Entretien avec le psychologue du centre Alexandra, Saint-Petersbourg, 30 juin 2010.

87. Slocum J.W., « Philanthropic Foundations in Russia. Western Projection and Local Legitimacy », in Hammack D., Heydemann S. (ed.), *Globalization, Philanthropy and Civil Society. Projecting Institutional Logics Abroad*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 2009.

sociale. Les associations indépendantes semblent ainsi privées tant de leurs ressources que de leur répertoire d'action, et finissent même par se rallier au discours ambiant. D'après Janet Johnson, un tournant a eu lieu dans les discours sur la violence domestique dans les années 2000. Du côté des associations indépendantes (ANNA par exemple), les responsables associatifs ont tactiquement fait le choix de revenir à des vues plus maternalistes en évoquant plutôt la « violence dans la famille ». Les responsables des associations traduisent les idées globales sur la violence domestique en langue russe vernaculaire. Les militants ont développé une « double conscience », utilisant le vocabulaire du maternalisme ⁸⁸ en Russie et celui du féminisme dans leurs relations avec leurs financeurs internationaux. D'après Janet Johnson, cette double approche peut aider les militants dans un contexte qui n'est pas démocratique ⁸⁹, mais elle montre surtout l'échec de l'approche legaliste promue par les associations de défense des droits des femmes.

Conclusion

La question de la violence faite aux femmes dans le cadre domestique permet d'apporter un éclairage plus politique que social sur les déterminants de la violence en Russie. En effet, il est difficile, au vu des chiffres mesurant la violence domestique et même du nombre de femmes décédant sous les coups de leur conjoint ou partenaire, d'établir une spécificité des comportements sociaux violents en Russie. Certes, le décalage des indicateurs de la violence entre la Russie et la France est cohérent avec d'autres mesures comme celle du nombre d'homicides. Selon le rapport de l'ONU sur l'égalité des genres, « le taux de morts violentes [en Russie] est trois fois plus élevé que la moyenne mondiale ⁹⁰ ». De même les taux d'homicides comparés indiquent un rapport de 1 à 10 entre la France et la Russie ⁹¹. Cependant, ces chiffres ne permettent pas d'évoquer une violence « naturelle » ou « traditionnelle » intrinsèque à la société russe. L'étude de la violence faite aux femmes et le niveau d'homicides particulièrement élevé en Russie laissent penser que, au-delà des comporte-

88. Le maternalisme est défini comme une idéologie qui exalte la capacité des femmes à être mère et entend appliquer à la société toute entière les valeurs rattachées au rôle de la mère. Voir : Toupin L., « Des "usages" de la maternité en histoire du féminisme », *Recherches féministes*, 9-2, 1996, pp.113-135.

89. Johnson, J, *op.cit.*, p. 101.

90. UNDP, UNIFEM, UNFPA, UNESCO, UN, *Gender Equality and Extension of Women Rights in Russia in the Context of the Millennium Development Goals*, 2005, p.29. http://www.undp.ru/Gender_MDG_eng.pdf

91. Le taux serait de 14,2 pour 100 000 en Russie, contre 1,4 en France et 5,2 aux États-Unis. (Il s'agit ici des statistiques basées sur les sources judiciaires ; le décalage est encore plus important si l'on se base sur les sources de santé publique : 20,2 pour 100 000 en Russie contre 0,7 pour 100 000 en France). Source 2008 : UN Office on Drugs and crime : <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html>. On peut également citer une étude de l'OMS de 2010 selon laquelle le taux de mort violente chez les jeunes serait 34 fois plus élevé en Russie qu'en Allemagne ("European Report on Preventing Violence and Knife Crime among Young People" ; http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0012/121314/E94277.pdf).

ments violents, ce qui est mesuré dans ces chiffres est l'incapacité des femmes à échapper à ces situations de violences cycliques, faute de ressources propres (problèmes économiques, logement), mais aussi et surtout faute de prévention, prise en charge et répression par l'État. C'est donc également la réponse déficiente de l'État aux phénomènes de violence que les statistiques reflètent, et on arguera ici qu'il y a un cercle vicieux entre mauvaise connaissance et mauvaise prise en charge, la difficulté de constituer la violence contre les femmes en un enjeu d'action pour les pouvoirs publics aggravant, en définitive, le problème. Depuis le début des années 1990, les politiques menées par les pouvoirs publics oscillent entre deux approches : l'une que nous avons qualifiée ici de « légaliste », l'autre de « familialiste ». Cette bipolarité n'est pas propre à la Russie. S. Laurel Weldon rappelle qu'aux États-Unis, au début des années 1980, Ronald Reagan avait supprimé les fonds publics destinés aux centres d'accueil (*shelters*) pour les femmes victimes de violence, en affirmant qu'il s'agissait d'un problème privé et que les centres d'hébergement pour les violences domestiques étaient hostiles aux familles traditionnelles ⁹². Plus d'une dizaine d'années plus tard, les Républicains soutenaient le « *Violence Against Women Act* » et autorisaient le financement massif des centres de crises. En Russie aujourd'hui, c'est bien la position familialiste qui l'emporte – alors même qu'elle semble aller à l'encontre des évolutions internationales dans le domaine de la prévention de la violence domestique. Cette autonomie face à l'ordre international est d'ailleurs plus ou moins explicitement revendiquée par les autorités russes : la fête du 8 juillet, jour de la famille et de la fidélité, est ainsi présentée comme une réponse russe à la Saint Valentin occidentale...

92. Weldon S. L., *Protest, Policy and the Problem of Violence Against Women. A Cross-National Comparison*, University of Pittsburgh Press, 2002, p. 2.